

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

Commune de Biganos
52, avenue de la Libération
CS 80450
33380 Biganos
Tél. 05 56 03 94 50



RECONFIGURATION DU GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY À BIGANOS (33380) LOT 5 : MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS

N° de marché

2	0	2	5	-	1	2
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres
Le 28 juillet 2025 à 12h00

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Étendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents

Article 2 – Conditions de la consultation

- 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Article 3 – Les intervenants

- 3.1 – Groupement de maîtrise d'œuvre
- 3.2 – Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier
- 3.3 – Contrôle technique
- 3.4 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Article 4 – Contenu du dossier de la consultation

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

- 5.1 – Pièces de la candidature
- 5.2 – Pièces de l'offre

Article 6 – Sélection des candidatures et jugement des offres

Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 8 – Renseignements complémentaires

- 8.1 – Demande de renseignements
- 8.2 – Visites sur sites

Article 9 – Dispositions d'ordre général

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

La présente opération concerne la reconfiguration du groupe scolaire Jules Ferry de la commune de Biganos (33380). Il est projeté de construire une extension d'environ 500 m² indépendante des locaux existants, de restructurer deux préaux existants, et d'aménager un nouvel espace récréatif.

Lieu(x) d'exécution : Place des Écoles - 33380 Biganos.

Nota : Le projet peut bénéficier de subventions européennes.

1.2 – Étendue de la consultation

La présente consultation est lancée conformément à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique. Elle est lancée en vue de l'attribution d'un marché de travaux.

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte qui est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 – Décomposition de la consultation

La présente consultation, hors lot 00, est constituée d'un seul lot, numéroté 5 et portant sur des travaux de menuiseries intérieures bois. Elle fait suite à la consultation n° 2025-04 composée de treize (13) lots décrits ci-dessous :

Lots	Désignation
00	Prestations communes de chantier
1	Fondations - Gros œuvre
2	Charpente - Couverture - Zinguerie
3	Façades
4	Menuiseries extérieures
5	Menuiseries intérieures bois
6	Plâtrerie - Cloisons - Plafonds
7	Cloisons en brique de terre crue de remplissage
8	Revêtements sols souples - Carrelage - Faïence
9	Peinture
10	Ventilation - Plomberie - Sanitaire
11	CFO / CFA
12	VRD
13	Espaces verts

Les éléments techniques des lots n° 1 à 4 et 6 à 13 ne sont transmis qu'à titre informatif dans le cadre de l'étude et de la remise des offres. Ces lots ont été traités dans le cadre d'une précédente consultation.

Les travaux, ouvrages et prestations, objets du présent marché, sont définis par le CCTP n° 2025-12 et le cas échéant par le CCTG.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros TTC.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution

Le présent marché est exécutoire à compter de sa date de notification au titulaire jusqu'à la réception des travaux.

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'Acte d'Engagement.

2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Il n'est pas exigé de variante de la part du pouvoir adjudicateur.

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes sont pour autant autorisées en application de l'article R2151-8 du Code la Commande Publique.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par le budget principal de la Ville de Biganos.

Le délai global de paiement du marché interviendra conformément au délai indiqué dans la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable sera celui prévu par la réglementation en vigueur.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par la réglementation en vigueur.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par la réglementation en vigueur.

Article 3 – Les intervenants

3.1 – Groupement de maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

2PM ARCHITECTURES 2, rue Saint Etienne 33000 Bordeaux Architecte mandataire	contact@2pma.com	09 54 31 98 44
SARL TROUILLOT HERMEL PAYSAGES 6, rue René Martenchar 33150 Cenon Paysagiste	contact@agencethp.fr	05 56 86 77 31
PROJEX (agence affectée à l'opération) PA Canteranne 33600 Pessac Structure, fluides, acoustique, SSI, VRD	g.dossantos@groupe-projex.fr	05 57 92 32 10
SAS VSO 13, avenue de la Libération Charles de Gaulle 33110 Le Bouscat Énergie HQE & environnement	contact.vso@vizea.fr	05 35 54 21 10

3.2 – Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sont assurés par l'agence d'architecture 2PM ARCHITECTURES :

2PM ARCHITECTURES
2, rue Saint Etienne - 33000 Bordeaux
Tél. 09 54 31 98 44
contact@2pma.com

3.3 – Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par la société :

DEKRA INDUSTRIAL
85, rue de la Morandière - 33185 Le Haillan
Tél. 05 56 13 23 92

3.4 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé est assurée par la société :

IRIS COORDINATION
BP 90007 - 33670 La Sauve
Tél. 06 46 21 71 17
contact@iris-coordination.fr

Article 4 – Contenu du dossier de la consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC).
- L'Acte d'Engagement (AE).
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) portant sur l'ensemble des lots.
- Les plans, pièces graphiques et détails des architectes et des BET.
- Les notices techniques et documents écrits architectes et des BET.
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT).
- Le Plan Général de Coordination pour la sécurité et protection de la santé (PGC).
- Le planning prévisionnel EXE.
- L'étude géotechnique.
- Les DT relatives aux réseaux enterrés existants.

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 5 – Présentation des offres et des candidatures

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces listées ci-après.

5.1 – Pièces de la candidature

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-3 à 4 et R2143-3 du Code de la Commande Publique :

- Lettre de candidature (imprimé DC1 disponible sur www.minefi.gouv.fr) ou tout document équivalent.
- Déclaration du candidat (imprimé DC2 disponible sur www.minefi.gouv.fr) ou tout document équivalent.
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun cas d'exclusion des procédures de marchés publics.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-3 à 12 du Code de la Commande Publique :

- La déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Le chiffre d'affaires global et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité objet du présent marché public portant, au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-12 à 14 et R 2142-25 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de cinq jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

5.2 – Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (AE), avec ses éventuelles annexes, auquel est ajouté la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment renseignée, datée et signée.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières à accepter sans aucune modification daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, à accepter sans aucune modification daté et signé.
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux daté et signé.
- Le mémoire technique devant répondre scrupuleusement aux critères définis au Règlement de la Consultation (RC).
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT), daté et signé.
- Le Plan Général de Coordination pour la sécurité et protection de la santé (PGC), daté et signé.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre. Toute pièce supplémentaire ne sera pas analysée.

Nota : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

Article 6 – Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Valeur technique au vu du mémoire technique	60%
2 - Prix	40%

Critère « 1 - Valeur technique au vu du mémoire technique » (sur 60 points) de l'offre conformément aux éléments ci-après :

- Analyse - Anticipation - Projection - Interprétation : une note explicative sur les principales contraintes techniques et complexités liées au projet (sur 20 pts).
- Références de réalisations livrées en adéquation avec le projet (sur 15 pts).
- Qualités - Conformité de mise en œuvre : description des modes opératoires et fiches techniques des matériaux proposés (sur 20 pts).
- Développement durable : une note d'intention sur les mesures prévues pour assurer le bien-être des ouvriers et l'empreinte carbone générale du chantier (sur 5 pts).

La valeur du critère « 2 - Prix » (sur 40 points) sera évaluée suivant la formule de notation suivante :
$$\text{Note} = (S_o/S_n) \times 40$$
 dans laquelle S_o est l'offre la moins disante et S_n l'offre du candidat.

À l'initiative du pouvoir adjudicateur, une négociation pourra être menée avec tous les candidats dont l'offre a été jugée recevable.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations désignés par la réglementation en vigueur. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à dix jours.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

L'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles auparavant exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Les questions posées par les candidats sur les documents de la consultation font l'objet d'un envoi électronique via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> et ce, jusqu'au 06 mars 2024. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé. Les candidats ayant choisi ce mode de transmission recevront la réponse sous la même forme.

Article 9 – Dispositions d'ordre général

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Bordeaux
9, rue Tastet - BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 38 00 - Télécopie 05 56 24 39 03
Greffe 05 56 99 38 00
greffe.ta-bordeaux@juradm.fr